

La Laïcité, les occasions perdues du Monde Arabe / Louis Honeiné. — Extrait de :
Annales de philosophie et des sciences humaines. — Vol. 25 (2009), pp. 147-153.

I. Religion et Etat. II. Laïcité. III. Radicalisme — Aspect religieux — Islam.

PER L1044 / FP264273P

LA LAÏCITÉ, LES OCCASIONS PERDUES DU MONDE ARABE

LOUIS HONEÏNÉ

Université Saint-Esprit de Kaslik

INTRODUCTION

Dans le souci de rendre notre pays moins exposé aux crises, certains voient dans la laïcité une bouée de sauvetage. Encore faudrait-il savoir si la société libanaise, aussi multiple que divisée, est prête à accepter ce concept. Cette interrogation est d'autant plus justifiée que les chances de voir les pays du Moyen Orient, aux desiderata desquelles une partie des Libanais s'est toujours conformée, adopter ce principe de gouvernement, semblent très minimes.

Ceci étant, je voudrai évoquer devant vous, en guise d'introduction, un souvenir de ma prime jeunesse que j'ai passée à Saïda, chef lieu du Liban Sud, ville musulmane par excellence, encore teintée, durant les années cinquante d'un cosmopolitisme essentiellement chrétien, à jamais perdu depuis.

Chaque vendredi, je pouvais assister à une scène, à trois tableaux, une expression de cette réalité de la diversité socioreligieuse dans une ville, restée dans ma mémoire comme une miniature de ce monde moyen oriental pas encore ébranlé par les soubresauts du drame palestinien, des coups d'État à répétition, et, plus récemment, du radicalisme islamique.

Au moment du coucher du soleil, vous disais-je, résonnait, dans le ciel de la ville, comme à chaque soir d'ailleurs, l'angélus de l'église des pères capucins.

Notre voisine de confession israélite allumait sa lampe de pétrole avant le début du shabbat annonçant par là le son de l'angélus qui ne tardait pas à se faire entendre.

Et c'est la voix de notre jeune voisin musulman sunnite à qui son père apprenait à psalmodier les versets du coran qui venait compléter cette trilogie de la réalité sociale de la ville.

Quel rapport me diriez-vous avec notre sujet du jour ? Je vous répondrai tout simplement que ce souvenir illustre à merveille cette époque bénie où la laïcité, dans une ville telle que Saïda, microcosme représentatif de ce Moyen-Orient généreux, où il faisait bon vivre, était à portée de main, d'où le titre de mon intervention : « Laïcité et monde arabe : les occasions perdues. »

LE POSTULAT DE DÉPART

Le concept de laïcité est un concept strictement occidental, c'est-à-dire chrétien, et pour nous autres maronites du Liban, formés dans les écoles des missions étrangères, essentiellement français, assimilé qu'il est à l'esprit de la révolution, au concordat et aux balbutiements républicains. Du moins c'est ce que ce terme signifie pour moi personnellement.

Juste un bref rappel : les premières mesures prises en faveur de la laïcisation en France ont été décidées suite à des bouleversements politiques profonds qui ont fait perdre aux nostalgiques de la monarchie, dont notamment les catholiques qui ont longtemps confondu Église et pouvoir, tout espoir de faire triompher, en cette fin de 19^e siècle, la royauté.

Ainsi le repos dominical obligatoire a été aboli en 1879. En 1881 une bataille a été menée contre les congrégations religieuses et pour la sécularisation des cimetières. Le divorce a été autorisé en 1884. L'extension de l'enseignement public a été menée par Jules Ferry, inconditionnel de la séparation de l'Église et de l'État. En 1882 l'enseignement religieux est interdit dans les établissements primaires d'État. Enfin, en 1886, l'enseignement est confié uniquement à un personnel laïque. Et la liste pourrait s'étendre encore davantage.

Et pour illustrer davantage ce que je viens d'avancer, je voudrai citer une réflexion rapportée par Alain Gresh dans « *Le Monde diplomatique* » d'août 2003. Il y est dit : « *La laïcité est devenue un mot d'ordre qu'on ne peut comprendre que par opposition au cléricalisme triomphant au 19^{ème} siècle* »

lorsque l'Eglise (...) a cherché à diriger les États et à imposer une politique chrétienne ».

Dans le même article il nous est rappelé la belle phrase de Louis Pasteur, catholique pratiquant : « *Lorsque je rentre dans mon laboratoire, je laisse ma foi au vestiaire* ».

Plus proche de nous une dernière référence prise à David Khayat, actuel chef du service d'oncologie de la Pitié-Salpêtrière et professeur de médecine à Paris-VI, dont le judaïsme simplement culturel, d'après « *Le Nouvel Observateur* » qui l'a interviewé, est devenu religieux et qui se définit comme « *scientifique dans la pensée, laïque dans l'action, mais religieux dans l'âme.* »

Ces trois citations reflètent bien cet esprit de la laïcité tel qu'il est perçu par une partie des chrétiens du Liban et qu'ils appellent de leurs vœux comme un ultime recours face à leurs drames.

Mais pourquoi « postulat ». Parce que cette notion de laïcité n'a jamais appartenu à ce Proche-Orient, toujours à la recherche de ses repères, et maintenant plus que jamais, ébranlé qu'il est par les coups de boutoirs de cette mondialisation, aussi bien financière que politique et, surtout, culturelle, plus que dévastatrice. Certains pays arabes et musulmans, dans les années post coloniales ont, à des degrés divers, flirté avec ce concept, la plupart du temps, sous l'impulsion de dirigeants, issus de partis politiques prônant la laïcité précisément pour se démarquer du monde de la religion. Mais les masses n'ont jamais vraiment adhéré à cette idéologie. Et maintenant, plus que jamais, ce Proche-Orient est loin de pouvoir adopter un tel concept qu'il assimile à un certain « néocolonialisme occidental ». Et les guerres d'Irak et d'Afghanistan ne font qu'exacerber ce sentiment de rejet.

Ce postulat s'accompagne d'un additif tout aussi déterminant pour expliquer la presque impossibilité de voir ce Proche-Orient adopter la laïcité comme mode de gouvernance : c'est l'absence, dans ces pays, d'une véritable démocratie à l'occidentale.

Nos démocraties sont soit autoritaires, soit héréditaires et dans les deux cas le résultat est le même. Elles sont contraires à la laïcité qui, par essence n'exclut personne, accepte toutes les différences, garantit la séparation des pouvoirs, et fait du droit de l'homme son principal centre d'intérêt. Vous convenez avec moi que, telle, n'est pas du tout la réalité des choses autour de nous.

Des tentatives ont été entreprises longtemps pour asseoir ce principe de laïcité. C'est à propos de ces tentatives que j'ai parlé d'« occasions perdues ». Pour les illustrer je vais passer en revue différentes initiatives prises, en leur

temps, dans cinq pays de la région, à savoir la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'Égypte. Je considère que ces pays ont, de par leur histoire et leur poids politique, contribué à la modulation de la réalité sociopolitique des pays de la région, et partiellement, de la réalité libanaise.

LES OCCASIONS PERDUES

Les grands bouleversements sociopolitiques au Moyen Orient ont passé par deux phases bien délimitées : l'offensive politique des partis laïques, fortement inspirés par le coup d'état de Mustapha Kemal et l'héritage politique du colonialisme occidental et la contre-offensive des partis religieux menée en premier lieu par les Frères Musulmans.

Les Ottomans ont vécu, avant Mustapha Kemal, une tentative de transformation de leur société menée par ceux qui se sont fait appeler à l'époque les « Nouveaux Ottomans ». Leur action a débuté en 1870 et visait notamment à faire adopter une constitution qui accorderait la liberté et l'égalité à toutes les nationalités au sein de l'empire. Cette idée d'égalité visait surtout à réduire le despotisme des sultans auréolés qu'ils étaient toujours de leur titre de guide des croyants.

Mais « Les Jeunes Turcs », inquiets qu'ils étaient d'une émancipation des entités non musulmanes de l'empire, notamment chrétiennes, qu'ils soupçonnaient de séparatisme, ont fait avorter cette ébauche de transformation et ont œuvré pour la réussite de leur radicalisme sunnite pur et dur.

L'abolition du sultanat en 1923, et celle du califat un an plus tard, décidées par Mustapha Kemal ont été suivies par diverses mesures marquant la rupture avec plus de cinq cents ans de gouvernement théocratique : ainsi a été décidée la suppression de la dîme, des congrégations religieuses, de la polygamie, et enfin, de l'islam comme religion officielle de la République. Et c'est l'armée qui est devenue par la suite la garante principale de cette laïcité qu'elle a portée à bout de coups d'État.

En Égypte le scénario a été différent : animé par un fort sentiment nationaliste, le parti Wafd, à sa tête le fameux Saad Zaghloul, a réussi, après trois ans de grèves et d'émeutes, à arracher aux Anglais une indépendance relative. Mais son gouvernement jouissait d'un champ non négligeable lui permettant de conquérir de véritables moyens d'action et de décision.

On connaît la suite : une aristocratie terrienne cruelle et irresponsable, une grande bourgeoisie aussi bien industrielle que commerciale soucieuse de son seul profit, un Palais vicieux et corrompu, ont vite dilapidé un patrimoine de sympathie qu'ils n'ont pas su conserver. Ils ne se sont pas occupés du social, et cet oubli, un

certain « bekbachi », en 1952, est venu le leur rappeler en abolissant la royauté et en empruntant la voie du socialisme, laïque d'abord avec Mohammad Najib et les islamistes, et sans eux par la suite lorsqu'ils ont tenté de l'éliminer.

C'est presque le même scénario qui s'est produit à Damas : après la défaite turque et l'installation du pouvoir colonial français, l'indépendance est arrivée, et une triple bourgeoisie terrienne, industrielle et commerçante a pris les rênes du pouvoir, sans la moindre connotation religieuse dans les rouages de l'État. Oubliant les attentes des grandes masses dont une frange très importante a été formée à l'école des enseignants français gauchisant qui ont accompagné les troupes coloniales, les coups d'État en série sont venus rappeler à la classe dirigeante syrienne que pareils oublis ne peuvent rester impunis. Et les cafés de Beyrouth ne désemplissaient plus à l'époque de réfugiés politiques syriens qui arrivaient par vagues successives au rythme des communiqués n°1 lus, très tôt les matins, sur les ondes de la radio damascène.

En Irak, les Anglais ont installé une royauté qui devint indépendante en 1932. Mais ils ont gardé la haute main sur le pétrole. Ils ont continué à gouverner en sous main toujours grâce au Palais, aux propriétaires terriens, aux chefs des tribus et aux notables urbains, loin du clergé islamique qui n'a pas été associé aux affaires de l'État. Cette alchimie, aussi égoïste qu'aveugle, a été balayée en 1958, en un tour de main par un kurde révolutionnaire qui a massacré la famille royale, ordonné que le cadavre du premier ministre de l'époque, Nouri as-Saïd, soit traîné dans les rues de Bagdad et chargé son Fouquier-Tinville de l'époque, le procureur de la cour martiale Al-Mahdawi, de triste mémoire, d'envoyer à la potence la fine fleur de la classe politique et bourgeoise.

En Iran le périple de la laïcité est différent de ce que nous avons exposé en Turquie et dans les pays arabes. Une guerre civile qui a éclaté en 1906, a abouti à l'adoption d'une constitution laïque et limitant singulièrement l'autorité du clergé chiite. En 1911 un certain Ahmad Kasravi écrivait, en arabe, à la revue Al-Erfan, qui paraissait à Saïda, des articles pour défendre la laïcité dans son pays. En 1936, le port du voile a été interdit en Iran. Kasravi payera son audace de sa vie, et en 1946 il, sera assassiné par un membre de Fidaïyine al-Islam. Et le Shah d'Iran tombera, trente ans plus tard, sous les coups de la révolution islamique pour avoir voulu pousser trop loin l'occidentalisation de son pays.

LE RETOUR EN FORCE DE L'ISLAM RADICAL

La première formulation de ce retour aux sources on la doit à Seyyed Djamal Al-Dine Al-Afghani, (1838-1897), un clerc chiite iranien qui a prôné une renaissance de la *oumma* pour faire face aux nouvelles idées venant d'occident.

Relayée par Mohammad Abdo (1849-1905), et plus particulièrement, par Hassan Al-Banna (1906-1949), fondateur des *Al-Ekhwān Al-Mouslimine*, la pensée d'Al-Afghani a été radicalisée pour servir d'outil de combat contre le mouvement nationaliste et laïque qui commençait à submerger les pays arabes.

La philosophie politique d'Al-Banna se résume à quelques idées-forces : l'islam régit le monde et l'au-delà, le combat est à mener contre tout ce qui n'adhère pas à cette philosophie, l'islam, soutenu par l'effort des croyants, est appelé à dominer le monde, il n'y a pas des musulmans, il y a un islam.

À partir de là il n'y a plus lieu de penser les pays arabes et islamiques de la région dans l'optique des révolutions laïques des années post ottomanes et post coloniales.

Lors de la première guerre du Golfe, c'est au nom de l'Islam que l'imam Al-Khomeiny appelait à résister à l'impie Saddam Hussein, représentant de cette laïcité qu'il combattait.

La Turquie pour se maintenir dans la tradition Kémaliste aura besoin de plusieurs coups d'État militaires. Et actuellement c'est le miroitement d'une possible adhésion à l'Union Européenne qui fait que les choses se débloquent, timidement, sur le front des droits de l'homme et des droits des minorités. C'est cette réalité islamo-conservatrice, qui a porté Français et Allemands à refuser l'idée d'une adhésion de la Turquie à l'Europe. Et dernièrement la presse a rapporté l'existence d'un complot ourdi par certains cercles militaires précisément pour renverser l'AKP au pouvoir qu'ils accusent de vouloir ré-islamiser le pays.

L'Irak, après le départ forcé de Saddam Hussein et la dissolution du Parti Baas, s'est transformé en un bastion des islamistes. Avec comme corollaire, la disparition, presque programmée, des communautés chrétiennes.

Pour l'Égypte, les islamistes ont tenté d'éliminer Nasser qui les a écrasés. Mais ils ont réussi à tuer Sadate. Une des rues de Téhéran porte le nom de son assassin. Actuellement c'est l'après Moubarak qui va constituer le véritable enjeu. Mais n'oublions pas la réalité copte. Pour certains les violences contre cette communauté constitue une partie du tribut que le régime assume pour obtenir une paix sociale dont il a le plus grand besoin.

Reste la Syrie. Nous n'avons pas à nous étendre sur une réalité que nous autres Libanais connaissons parfaitement. Mais je voudrai rappeler que l'ancien président Hafez al-Assad, malgré sa main de fer, s'est vu obligé, dans son fameux discours de l'été 1977 de proclamer son islam.

CONCLUSION

Ce tour d'horizon de ces cinq pays qui ont, à un certain moment de leur histoire, flirté avec le concept de laïcité, montre l'échec de leurs élites qui n'ont pas su préserver un patrimoine auquel ils prétendaient appartenir. Les islamistes ont su gagner les masses pour qui laïcité a toujours rimé avec un occident auquel ils ne se sentent pas appartenir et qu'ils accusent actuellement de vouloir reproduire différemment le colonialisme du 19^e siècle.

Le monde arabe et islamique fait assumer à l'occident, de tradition judéo-chrétienne le poids du drame palestinien. Cette injustice que subissent les Palestiniens, pèsera, et pour longtemps, sur les relations entre le monde arabo-musulman et l'occident. Les musulmans ne verront jamais dans l'occident les repères sociaux, culturels et politiques, qui sont les leurs. La laïcité fait partie de ce monde abhorré. Et ce n'est pas du tout le Liban, divisé, qui va pouvoir mener la fronde pour asseoir un concept vilipendé dans l'ensemble des pays de la région.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Baubérot Jean, *Laïcité 1905-2005, entre passion et raison*, Seuil, Paris, 2004.
- Boularès Habib, *L'islam, la peur et l'espérance*, J-C. Lattès, 1983.
- Roy Olivier, *La laïcité face à l'islam*, Stock, Paris 2005.